Avant-projet de décret portant assentiment à l' Accord de siège entre le Royaume de Belgique et l'Autorité intergouvernementale pour le Développement, fait à Bruxelles le XXX

Le Collège de la Commission communautaire française,

Sur la proposition du membre du Collège chargé des Relations internationales,

Après délibération,

ARRETE :

Le membre du Collège chargé des Relations internationales est chargé de présenter à l'Assemblée de la Commission communautaire française le projet de décret dont la teneur suit :

Article 1er

Le présent décret règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, une matière visée aux articles 127 et 128 de celle-ci.

Art. 2

L'Accord de siège entre le Royaume de Belgique et l'Autorité intergouvernementale pour le Développement, fait à Bruxelles le XXX, sortira son plein et entier effet.

Bruxelles, le 29 JUIN 2023

Par le Collège,

La Présidente du Collège,

Barbara TRACHTE

Le membre du Collège,
chargé des Relations internationales

Bernard CLERFAYT

Avant-projet de décret portant assentiment à l'Accord de siège entre le Royaume de Belgique et l'Autorité intergouvernementale pour le Développement, fait à Bruxelles le XXX

TABLE DES MATIERES

1. Exposé des motifs

A. Contexte et objet de l'accord
B. Commentaires des articles de l'accord
C. Caractère mixte

2. Avant-Projet de décret de la Commission communautaire française

Exposé des motifs

A. Contexte et objet de l'accord

L'avant-projet de décret porte sur l'assentiment de l'Accord de siège entre le Royaume de Belgique et l'Autorité intergouvernementale pour le Développement, fait à Bruxelles le XXX

1. Introduction

L'Autorité Intergouvernementale pour le Développement (IGAD) a été créée en 1996 comme successeur de l'*Intergovernmental Authority on Drought and Development*, créée en 1986 à Djibouti par six Etats de l'Afrique de l'Est pour mieux coordonner la lutte contre la faim, la dégradation de l'environnement et la dépression économique dans la région.

Le champ d'action de l'IGAD comprend la sécurité alimentaire, la protection de l'environnement, la paix et la sécurité, la coopération économique et le développement social. L'Organisation compte actuellement sept Etats-membres. Son siège principal est établi à Djibouti (ville).

2. Contenu

Le présent accord de siège vise à préciser certains aspects relatifs aux privilèges et immunités accordés par la Belgique au Bureau de l'Organisation afin d'assurer le bon fonctionnement de celui-ci.

B. Commentaires des articles de l'accord

Chapitre I. Personnalité, privilèges et immunités du bureau de liaison de IGAD

L'article 1 contient plusieurs définitions.

L'article 2 reconnaît la personnalité et la capacité juridiques au Bureau.

L'article 3 accorde l'immunité de juridiction à l'Organisation. Elle peut y renoncer pour une mesure d'exécution éventuelle.

L'article 4 établit l'immunité des biens de l'Organisation.

L'article 5 stipule que les archives sont inviolables.

L'article 6 stipule que les locaux sont inviolables. L'Organisation peut cependant en autoriser l'accès. En cas de sinistre, l'autorisation est présumée.

L'article 7 garantit la liberté des communications et pose le principe de l'inviolabilité de la correspondance.

L'article 8 régit les mouvements de fonds de l'Organisation.

L'article 9 accorde l'exonération en matière d'impôts directs sur les avoirs, revenus et autres biens utilisés par le Bureau pour son usage officiel. Cette exonération n'est pas accordée pour les revenus qui proviennent d'une activité industrielle ou commerciale.

L'article 10 stipule que le Bureau peut importer tous biens et publications destinés à son usage officiel.

L'article 11 prévoit la possibilité du remboursement des droits indirects ou de la TVA en cas d'achats importants par le Bureau strictement nécessaires pour l'exercice de ses activités officielles.

Les articles 12 et 13 exonèrent l'Organisation de tous impôts indirects sur les biens importés ou exportés destinés à usage officiel.

L'article 14 précise pour quelles acquisitions ou activités aucune exonération fiscale n'est accordée.

L'article 15 stipule que la cession des biens de l'Organisation ne pourra se faire que dans le respect de la réglementation belge en la matière.

L'article 16 exclut la possibilité de demander l'exonération des impôts, taxes ou droits perçus en rémunération de services d'utilité publique.

L'article 17 précise les modalités d'application des exemptions fiscales octroyées aux articles 9, 10, 11, 12, 13, 14 et 15.

Chapitre II. Statut du personnel

L'article 18 stipule que le Chef du Bureau et son adjoint bénéficient des privilèges et immunités diplomatiques.

L'article 19 traite du statut du personnel. Des mesures vis-à-vis des membres du personnel sont prises en ce qui concerne :

- l'impôt sur les salaires et sur les autres indemnités,
- l'immunité de juridiction,
- la libre circulation des personnes en ce qui concerne les membres de leurs familles,
- l'exemption de l'application de la législation belge sur l'emploi pour ce qui concerne leur activité officielle au Bureau.

L'article 20 contient les limites à l'octroi de l'exemption de l'impôt sur les salaires.

L'article 21 accorde une franchise en matière de droits de douane et de taxe sur la valeur ajoutée lors de la première installation.

L'article 22 stipule que l'Organisation informera annuellement l'administration fiscale belge compétente des montants des traitements, émoluments et indemnités, pensions ou rentes que l'organisation a versés aux membres du personnel du Bureau au cours de l'année précédente.

L'article 23 stipule que la Belgique n'est pas tenue d'accorder les privilèges et immunités à ses propres ressortissants nationaux et aux résidents permanents.

L'article 24 précise les conditions selon lesquelles les fonctionnaires du Bureau peuvent être exemptés de l'affiliation obligatoire à la sécurité sociale belge et peuvent opter pour le régime de protection sociale propre de l'Organisation.

Chapitre III. Dispositions générales

Les articles 25 à 30 disposent que le recours aux privilèges et immunités accordés ne pourra se faire que dans le seul but de faciliter le fonctionnement autonome du Bureau. Ce fonctionnement autonome ne peut entraver le cours normal de la justice belge.

L'article 31 prévoit une procédure d'arbitrage en cas de divergence d'interprétation.

L'article 32 prévoit que l'Organisation informera la Direction Protocole du SPF Affaires étrangères de la fin de l'activité de son Bureau.

L'article 33 traite de l'entrée en vigueur et de la révision.

C. Caractère mixte

Au niveau interne belge, les dispositions de cet Accord relèvent des compétences de l'autorité fédérale, mais également pour une part de celles des Régions et des Communautés.

Sous la signature du Ministre des Affaires étrangères de la Belgique figure dès lors, avec l'accord des Communautés et des Régions, une formule indiquant que ladite signature engage également, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale.

Le caractère mixte (Etat fédéral – Communautés – Régions - Commission Communautaire Commune et Commission Communautaire française) de ce traité a été reconnu par le Groupe de travail Traités mixtes (G.T.T.M.) en date du 25 avril 2023.

Accord de siège pris du dossier 72.337/4

ACCORD DE SIEGE

ENTRE

LE ROYAUME DE BELGIQUE

ET

L'AUTORITÉ INTERGOUVERNEMENTALE POUR LE DÉVELOPPEMENT

ACCORD DE SIEGE
ENTRE
LE ROYAUME DE BELGIQUE
ET
L'AUTORITÉ INTERGOUVERNEMENTALE POUR LE DÉVELOPPEMENT

LE ROYAUME DE BELGIQUE, DENOMME CI-APRES « LA BELGIQUE »,

représenté par :

le Gouvernement fédéral,
le Gouvernement flamand,
le Gouvernement de la Communauté française,
le Gouvernement wallon,
le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,
le Gouvernement de la Communauté germanophone,

ET

L'AUTORITE INTERGOUVERNEMENTALE POUR LE DEVELOPPEMENT, DENOMMEE CI-APRES « IGAD » ;

VU le Traité créant l'Autorité intergouvernementale pour le Développement', dénommé ci-après « le Traité »;

REPONDANT au désir de IGAD d'installer un Bureau de liaison en Belgique, ci-après dénommé « le Bureau » ;

DESIREUX de conclure un accord en vue de déterminer les privilèges et immunités nécessaires au fonctionnement du Bureau et au bon accomplissement de la mission de son personnel ;

CONSIDERANT que la Belgique reconnaît la personnalité juridique internationale de IGAD;

CONSIDERANT que ces privilèges et immunités sont accordés au Bureau et à son personnel uniquement dans l'intérêt de son indépendance et de son bon fonctionnement en Belgique, et que le Bureau et son personnel sont toujours tenus de respecter les lois et règlements belges ;

SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT :

CHAPITRE I

Personnalité, privilèges et immunités du Bureau de liaison de IGAD

ARTICLE 1

Au sens du présent Accord,

a) « le Bureau » est le bureau du Représentant de IGAD, établi officiellement en Belgique ;

b) « les activités officielles du Bureau » sont celles qui sont nécessaires à l'accomplissement en Belgique par le Bureau des buts et des missions statutaires d'intérêt général dont il a été chargé par IGAD en vertu du Traité ;

c) « l'usage officiel » signifie les actions et acquisitions de biens ou de prestations de services indispensables à l'exercice par le Bureau en Belgique de ses activités officielles ou nécessaires pour son bon fonctionnement, et dont le coût est pris en charge définitivement par IGAD ;

d) « les archives » sont tous les dossiers, documents, manuscrits, documents électroniques, banques de données, photos, films, et enregistrements audio et vidéo appartenant à ou détenus par le Bureau ou son personnel pour l'exercice de leurs activités officielles en Belgique ;

e) « les locaux du Bureau » sont le terrain et les bâtiments ou parties de bâtiments utilisés par le Bureau uniquement pour l'exercice de ses activités officielles en Belgique et dont l'adresse est notée comme officiel par la Direction du Protocole du Service public fédéral Affaires étrangères ;

f) « le Chef du Bureau » est le fonctionnaire de plus haut rang du Bureau ;

g) « les fonctionnaires » : toute personne qui occupe une position de « staff member » à IGAD basé sur le règlement du personnel de l'Organisation;

h) « résidents permanents» : toute personne qui était déjà présente sur le territoire belge au moment de sa prise de fonction à IGAD.

ARTICLE 2

Le Bureau possède la capacité juridique, notamment pour :

- conclure des contrats ;
- acquérir et aliéner des biens mobiliers et immobiliers ;
- ester en justice.

ARTICLE 3

Dans le cadre de ses activités officielles, le Bureau bénéficie de l'immunité de juridiction et d'exécution sauf :

a) dans la mesure où le Bureau aurait expressément renoncé à une telle immunité dans un cas particulier ;

b) en cas d'action civile intentée par un tiers concernant des personnes et/ou des biens, pour autant que cette action civile n'ait pas de lien direct avec le fonctionnement officiel du Bureau ;

c) en cas d'action civile intentée par un tiers pour les dommages résultant d'un accident causé par un véhicule automoteur appartenant au Bureau ou circulant pour son compte ou en cas d'infraction à la réglementation de la circulation automobile intéressant le véhicule précité ;

d) pour la saisie, en exécution d'une décision juridictionnelle, du traitement et des émoluments dus par IGAD à un membre du personnel ;

e) en cas d'une demande reconventionnelle directement liée à une procédure entamée à titre principal par le Bureau ;

f) pour l'exécution d'une sentence arbitrale rendue en vertu de l'article 31 du présent Accord.

ARTICLE 4

1. Les biens et avoirs de IGAD utilisés pour l'exercice des fonctions officielles du Bureau ne peuvent faire l'objet d'aucune forme de réquisition, confiscation, séquestre ni autre forme de saisie ou de contrainte.

2. Si une expropriation était nécessaire, toutes dispositions appropriées seraient prises afin d'empêcher qu'il soit fait obstacle à l'exercice des fonctions du Bureau. En ce cas la Belgique accorderait son assistance pour permettre la réinstallation du Bureau.

ARTICLE 5

Les archives du Bureau sont inviolables.

ARTICLE 6

1. Les locaux du Bureau sont inviolables. Le consentement du Chef du Bureau est requis pour l'accès à ses locaux.

2. Toutefois, ce consentement est présumé acquis en cas de sinistre exigeant des mesures de protection immédiates.

3. La Belgique prendra toute mesure appropriée afin d'empêcher que les locaux du Bureau soient envahis ou endommagés, la paix du Bureau troublée ou sa dignité amoindrie.

ARTICLE 7

La liberté de communication du Bureau dans le cadre de ses activités officielles est garantie. Sa correspondance officielle est inviolable.

ARTICLE 8

1. Sans préjudice des dispositions internationales et des dispositions de l'Union européenne en la matière, le Bureau peut détenir toutes devises et avoir des comptes en toutes monnaies dans la mesure nécessaire à ses activités officielles.

2. La Belgique s'engage à lui accorder les autorisations nécessaires pour effectuer, suivant les modalités prévues dans les règlements nationaux et accords internationaux applicables, tous les mouvements de fonds auxquels donneront lieu la constitution, l'activité ou la fermeture du Bureau.

ARTICLE 9

1. Le Bureau, ses avoirs, revenus et autres biens, affectés à son usage officiel, sont exonérés de tous impôts directs.

2. Aucune exonération d'impôt direct n'est accordée sur les revenus du Bureau qui proviennent d'une activité industrielle ou commerciale qui serait exercée par le Bureau ou par un de ses membres pour le compte du Bureau.

ARTICLE 10

Sans préjudice des obligations qui découlent pour la Belgique des traités relatifs à l'Union européenne et de l'application des lois et règlements belges concernant l'ordre, la sécurité, la santé ou la moralité publiques, le Bureau peut importer tous biens et publications destinés à son usage officiel.

ARTICLE 11

Lorsque le Bureau effectue des achats importants de biens immobiliers ou mobiliers ou fait exécuter des prestations de service importantes, strictement nécessaires pour l'exercice de ses activités officielles et dont le prix comprend des droits indirects ou de la TVA, des dispositions appropriées sont prises chaque fois qu'il est possible en vue de la remise ou du remboursement du montant de ces droits et taxes.

ARTICLE 12

Le Bureau est exonéré de tous impôts indirects à l'égard des biens importés, acquis ou exportés par lui ou en son nom pour son usage officiel.

ARTICLE 13

Le Bureau est exonéré de tous impôts indirects à l'égard des publications officielles qui lui sont destinées ou qu'il envoie à l'étranger.

ARTICLE 14

Afin d'éviter que l'application des exonérations ne puisse avoir pour effet de fausser la concurrence, aucune exonération de droits et taxes indirects n'est accordée pour les actions et acquisitions de biens ou de prestations de service destinées :

- soit à une activité professionnelle autre que l'usage officiel du Bureau ;
- soit à une activité industrielle ou commerciale qui serait exercée par le Bureau ou par un de ses membres pour le compte du Bureau ou pour le compte de IGAD ou d'un Etat membre de IGAD ;

- soit à une activité exercée dans le cadre d'un programme d'une autre organisation internationale ;

- soit à servir les intérêts personnels des membres du personnel du Bureau.

ARTICLE 15

Les biens acquis en exonération en application de la législation belge ne peuvent être cédés que selon les conditions prescrites par les lois et règlements belges.

ARTICLE 16

Le Bureau n'est pas exonéré des impôts, taxes ou droits qui ne constituent que la simple rémunération de services d'utilité publique.

ARTICLE 17

Sans préjudice des obligations qui découlent pour la Belgique des traités relatifs à l'Union européenne et de l'application des lois et règlements belges, les conditions et modalités d'application des articles 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14 et 15 sont déterminées par les autorités compétentes belges (fédérales, communautaires ou régionales).

CHAPITRE II

Statut du personnel

ARTICLE 18

Le Chef du Bureau et son adjoint bénéficient des immunités, privilèges et facilités reconnus aux membres du personnel diplomatique des missions diplomatiques. Leur partenaire légal et leurs enfants mineurs, à charge et vivant dans leur foyer, bénéficient des avantages reconnus aux partenaires légaux et aux enfants mineurs du personnel diplomatique.

ARTICLE 19

1. Tous les fonctionnaires du Bureau bénéficient :

   a) de l'exonération de tout impôt sur les traitements, émoluments et indemnités qui leur sont versés par IGAD et ce à compter du jour où ces revenus seront soumis à un impôt au profit de IGAD créé par les Etats membres de IGAD , et sous réserve de reconnaissance par la Belgique de ce système d'impôt interne ; la Belgique se réserve la possibilité de tenir compte de ces traitements, émoluments et indemnités pour le calcul du montant de l'impôt à percevoir sur les revenus imposables provenant d'autres sources ;

   b) des facilités reconnues aux fonctionnaires des organisations internationales en ce qui concerne les réglementations monétaires ou de change.

2. Tous les fonctionnaires du Bureau bénéficient de :

   a) l'immunité de juridiction pour les actes accomplis en leur qualité officielle, y compris leurs paroles et écrits, cette immunité persistant après cessation de leurs fonctions ;

   b) l'inviolabilité pour tous leurs papiers et documents officiels.

3. Tous les fonctionnaires du Bureau, ainsi que leur partenaire légal et leurs enfants mineurs, à charge et vivant dans leur foyer, ne sont pas soumis aux dispositions limitant l'immigration ni aux formalités d'enregistrement des étrangers. Cette dérogation est accordée conformément aux lois et aux règlements belges en la matière.

4. Pour l'exercice de leurs fonctions officielles auprès du Bureau, les fonctionnaires du Bureau ne sont pas soumis aux lois et règlements belges en matière d'emploi de la main d'œuvre étrangère.

5. Le Bureau notifie l'arrivée et le départ de ses fonctionnaires à la Direction du Protocole du Service public fédéral Affaires étrangères et notifie également les renseignements spécifiés ci-après au sujet de tous ses fonctionnaires et agents :

   a) nom et prénom

   b) lieu et date de naissance

   c) sexe

   d) nationalité

   e) résidence principale (commune, rue, numéro)

   f) état civil

g) composition du ménage

h) le régime de protection sociale choisi par le membre du personnel

Tout changement des données spécifiées ci-avant doit être signalé dans les deux semaines à la Direction du Protocole du Service public fédéral Affaires étrangères.

ARTICLE 20

1. Les dispositions de l'article 19.1 a) ne s'appliquent ni aux pensions et rentes et aux indemnités versées par IGAD à ses anciens fonctionnaires en Belgique ou à leurs ayant droits, ni aux traitements, émoluments et indemnités versés par IGAD ou par le Bureau à ses agents engagés pour une durée de moins d'un an ou qui n'occupent pas un emploi permanent de IGAD eu égard à la mission et aux règles statutaires de cette Organisation.

2. Le Ministre des Finances compétent fixe les conditions et modalités d'application de l'article 19.1 a) et du présent article.

ARTICLE 21

1. Sans préjudice des obligations qui découlent pour la Belgique des traités relatifs à l'Union européenne et de l'application des dispositions légales et réglementaires, les fonctionnaires du Bureau, hormis ceux qui sont belges ou résidents permanents en Belgique, ainsi que ceux mentionnés à l'article 18, jouissent du droit pendant la période de douze mois suivant leur première prise de fonctions d'importer ou d'acquérir, en franchise des droits de douane et de la Taxe sur la valeur ajoutée, les meubles meublants et une voiture automobile destinée à leur usage personnel.

2. Le Ministre des Finances compétent fixe les limites et les conditions d'application du présent article.

ARTICLE 22

1. Le Bureau remettra avant le 1er mars de chaque année à tous les bénéficiaires une fiche spécifiant outre leur nom et adresse, le montant des traitements, émoluments, indemnités, pensions ou rentes que IGAD ou le Bureau leur a versés au cours de l'année précédente.

2. En ce qui concerne les traitements, émoluments et indemnités passibles de l'impôt perçu au profit de IGAD , cette fiche mentionne également le montant de cet impôt.

3. De même, le double des fiches sera transmis directement par le Bureau avant la même date à l'administration fiscale belge compétente.

ARTICLE 23

La Belgique n'est pas tenue d'accorder à ses propres ressortissants ou résidents permanents en Belgique les privilèges et immunités repris au présent Accord, à l'exception de ceux mentionnés à l'article 19.1 a) et 19.2.

ARTICLE 24

1. Les fonctionnaires du Bureau qui ne sont pas ressortissants belges ou résidents permanents en Belgique et qui n'y exercent aucune autre occupation de caractère lucratif que celle requise par leurs fonctions peuvent opter pour l'affiliation aux régimes de sécurité sociale applicables aux membres du personnel de IGAD . Ce droit d'option ne peut être exercé qu'une seule fois et dans les deux semaines suivant l'entrée en fonction du membre du personnel du Bureau. Il doit, dans le même délai, être notifié conformément à l'article 19.5.

2. Le Bureau assurera l'affiliation au régime de sécurité sociale belge des membres de son personnel qui sont des ressortissants belges ou résidents permanents en Belgique, ainsi que des autres membres de son personnel qui n'ont pas opté pour ses régimes propres de sécurité sociale.

3. IGAD s'engage à garantir aux membres de son personnel en fonction en Belgique qui sont affiliés à ses propres régimes de sécurité sociale, ainsi qu'à leur partenaire légal et leurs enfants mineurs, à charge et vivant à leur foyer, visés à l'article 19.3, des avantages équivalant à ceux prévus par le régime belge de sécurité sociale. Aussi longtemps que les autorités compétentes responsables pour la sécurité sociale belge n'ont pas accepté formellement l'équivalence du régime de sécurité sociale de IGAD, il n'y aura pas de droit d'option comme mentionné au paragraphe 1 de cet article, et les fonctionnaires du Bureau seront par conséquent soumis à la sécurité sociale belge.

4. La Belgique peut obtenir du Bureau ou de IGAD le remboursement des frais occasionnés pour toute assistance de caractère social qu'elle serait amenée à fournir aux membres du personnel de IGAD , affectés au Bureau, qui sont affiliés aux régimes de sécurité sociale applicables aux membres du personnel de IGAD. Cette disposition s'applique par analogie à leur partenaire légal et leurs enfants mineurs, à charge et vivant à leur foyer, visés à l'article 19.3.

CHAPITRE III

Dispositions générales

ARTICLE 25

Les privilèges et immunités sont accordés aux fonctionnaires du Bureau uniquement dans l'intérêt de IGAD et non à leur avantage personnel. Le Chef du Bureau doit lever l'immunité dans tous les cas où cette immunité entraverait l'action de la justice et où elle peut être levée sans porter préjudice au bon fonctionnement du Bureau.

ARTICLE 26

IGAD, le Bureau ainsi que leurs fonctionnaires sont tenus de respecter les lois et les règlements belges ainsi que les décisions de justice rendues à leur égard.

ARTICLE 27

Le Bureau et tous ses fonctionnaires collaboreront en tout temps avec les autorités belges compétentes en vue de faciliter la bonne administration de la justice, d'assurer l'observation des règlements de police et d'éviter tout abus de privilèges, immunités et facilités prévus dans le présent Accord.

ARTICLE 28

1. Les personnes mentionnées aux articles 18 et 19 du présent Accord, ne jouissent d'aucune immunité de juridiction en ce qui concerne les cas d'infractions à la réglementation sur la circulation des véhicules automobiles ou de dommages causés par un véhicule automobile.

2. Le Bureau et ses fonctionnaires doivent se conformer à toutes les obligations imposées par la législation belge relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité en matière de véhicules automoteurs.

ARTICLE 29

Sans préjudice des droits conférés au Bureau et à ses fonctionnaires et autres agents par le présent Accord, la Belgique conserve le droit de prendre toutes les précautions utiles dans l'intérêt de sa sécurité et de l'ordre public.

ARTICLE 30

La Belgique n'encourt du fait de l'activité du Bureau sur son territoire aucune responsabilité internationale quelconque pour les actes et omissions du Bureau ou pour ceux de ses fonctionnaires agissant ou s'abstenant dans le cadre de leurs fonctions.

CHAPITRE IV

Dispositions finales

ARTICLE 31

1. Toute divergence de vues concernant l'application ou l'interprétation du présent Accord, qui n'a pas pu être réglée par des pourparlers directs entre les Parties, peut être soumise, par l'une des Parties, à l'appréciation d'un tribunal d'arbitrage composé de trois membres.

2. Les Parties désignent chacun un membre du tribunal d'arbitrage.

3. Le troisième membre du tribunal d'arbitrage est désigné par les deux Parties après consultation.

4. Le troisième membre sera le Président du tribunal d'arbitrage.

5. En cas de désaccord au sujet de la personne du troisième membre du tribunal d'arbitrage, ce dernier est désigné par le Président de la Cour Internationale de Justice à la requête des Parties.

6. Le tribunal d'arbitrage est saisi par l'une ou l'autre Partie par voie de requête.

7. Le tribunal d'arbitrage fixe sa propre procédure.

ARTICLE 32

Le Bureau informe la Direction du Protocole du Service public fédéral Affaires étrangères de la fin de son activité en Belgique trois mois avant sa fermeture.

ARTICLE 33

Chacune des Parties notifie à l'autre l'accomplissement des procédures constitutionnelles et légales internes requises pour la mise en vigueur du présent Accord.

L'Accord entrera en vigueur le premier jour du deuxième mois qui suit la date d'échange de la dernière notification avec effet à la date de signature, excepté pour ce qui concerne l'immunité de juridiction et d'exécution mentionnée à l'article 3, à l'article 18 et à l'article 19.2 a).

Le présent Accord peut faire l'objet de révision à la demande d'une des Parties.

EN FOI DE QUOI, les Représentants du Royaume de Belgique et de IGAD ont signé le présent Accord.

FAIT à Bruxelles en deux exemplaires, le 16 février 2022, en langues française, anglaise et néerlandaise, le texte anglais faisant foi.

POUR LE ROYAUME DE BELGIQUE :

le Gouvernement fédéral,
le Gouvernement flamand,
le Gouvernement de la Communauté française,
le Gouvernement wallon,
le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,
le Gouvernement de la Communauté germanophone,

Peter Martin,
Ambassadeur, Président du CIPS

POUR L'AUTORITE INTERGOUVERNEMENTALE POUR LE DEVELOPPEMENT :

Dr. Workneh Gebeyehu,
Executive Secretary

ZETELAKKOORD

TUSSEN

HET KONINKRIJK BELGIË

EN

DE "INTERGOVERNMENTAL AUTHORITY ON DEVELOPMENT"

ZETELAKKOORD
TUSSEN
HET KONINKRIJK BELGIË
EN
DE "INTERGOVERNMENTAL AUTHORITY ON DEVELOPMENT"

HET KONINKRIJK BELGIË, HIERNA GENOEMD "BELGIË",

vertegenwoordigd door:

de federale Regering,
de Vlaamse Regering,
de Franse Gemeenschapsregering,
de Waalse Regering,
de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest,
de Duitstalige Gemeenschapsregering,

EN

DE "INTERGOVERNMENTAL AUTHORITY ON DEVELOPMENT",
HIERNA GENOEMD "IGAD" ,

GELET op het Verdrag houdende de oprichting van de Intergovernmental Authority on Development, hierna genoemd "het Verdrag";

TEGEMOETKOMEND aan de wens van IGAD om een verbindingsbureau in België te vestigen, hierna genoemd "het Bureau";

VERLANGEND een overeenkomst te sluiten teneinde de voorrechten en immuniteiten, die vereist zijn voor het functioneren van het Bureau en voor de goede uitvoering door het personeel van zijn opdracht, nader te bepalen;

OVERWEGEND dat België de internationale rechtspersoonlijkheid van IGAD erkent;

OVERWEGEND dat deze voorrechten en immuniteiten aan het Bureau en zijn personeel worden toegekend in het belang van zijn onafhankelijkheid en goede werking in België, en dat het Bureau en zijn personeel steeds gehouden zijn om de Belgische wetgeving en regelgeving na te leven;

ZIJN OVEREENGEKOMEN ALS VOLGT:

HOOFDSTUK I

Rechtspersoonlijkheid, voorrechten en immuniteiten van het verbindingsbureau van IGAD

ARTIKEL 1

In dit Akkoord wordt verstaan onder:

a) "het Bureau": het bureau van de Vertegenwoordiger van IGAD, officieel in België gevestigd;

b) "de officiële werkzaamheden van het Bureau": de werkzaamheden die noodzakelijk zijn voor de uitoefening in België door het Bureau van de doelstellingen en de statutaire opdrachten van algemeen belang die door IGAD, in overeenstemming met de bepalingen van het Verdrag, aan het Bureau werden opgedragen;

c) "het officieel gebruik": de activiteiten evenals de verwerving van goederen of diensten die onontbeerlijk zijn voor de uitoefening door het Bureau van zijn officiële werkzaamheden in België, of die noodzakelijk zijn voor zijn goede werking, en waarvan de kosten uiteindelijk door IGAD worden betaald;

d) "het archief": alle dossiers, correspondentie, documenten, manuscripten, computer- en mediagegevens, databanken, foto's, films, video- en geluidsopnamen die het Bureau of zijn personeel in het kader van zijn officiële werkzaamheden in België bezit of bewaart;

e) "de gebouwen van het Bureau": het terrein en de gebouwen of delen van gebouwen die uitsluitend worden gebruikt voor de officiële werkzaamheden van het Bureau en waarvan het adres is genotifieerd als officieel door de Directie Protocol van de Federale Overheidsdienst Buitenlandse Zaken;

f) "het Hoofd van het Bureau": de ambtenaar met de hoogste rang van het Bureau;

g) "de ambtenaren »: een persoon die een ambt bekleedt als "staff member" bij IGAD, gebaseerd op het personeelsreglement van deze organisatie;

h) "permanent verblijfshouder": een persoon die reeds op het Belgisch grondgebied verbleef voor hij zijn functie bij IGAD aanvatte.

ARTIKEL 2

Het Bureau bezit rechtsbekwaamheid, met name om:

- overeenkomsten te sluiten;
- roerende en onroerende goederen te verwerven en te vervreemden;
- in rechte op te treden.

ARTIKEL 3

In het kader van zijn officiële werkzaamheden geniet het Bureau immuniteit van rechtsmacht en van executie behoudens:

a) voor zover het Bureau in een bijzonder geval uitdrukkelijk afstand heeft gedaan van deze immuniteit;

b) met betrekking tot een door derden ingediende rechtsvordering betreffende personen of goederen, voor zover die rechtsvordering niet rechtstreeks samenhangt met de officiële werkzaamheden van het Bureau;

c) met betrekking tot een door derden ingediende rechtsvordering betreffende schade veroorzaakt door een motorvoertuig dat toebehoort aan het Bureau of namens deze wordt gebruikt, of in geval van een met voormeld voertuig begane verkeersovertreding;

d) voor beslag [in uitvoering van een rechterlijke beslissing], op salarissen en emolumenten verschuldigd door IGAD aan een personeelslid:

e) met betrekking tot een tegenvordering rechtstreeks verbonden aan een [hoofd]vordering ingeleid door het Bureau;

f) voor de uitvoering van een arbitrale uitspraak uitgesproken krachtens het artikel 31 van dit zetelakkoord.

ARTIKEL 4

1. De goederen en bezittingen van IGAD, gebruikt voor de uitoefening van de officiële werkzaamheden van het Bureau kunnen niet het voorwerp uitmaken van enige vorm van opvordering, verbeurdverklaring, inbewaringstelling of een andere vorm van beslaglegging of dwang.

2. Indien een onteigening mocht nodig zijn, worden alle gepaste schikkingen getroffen om te verhinderen dat de uitoefening van de werkzaamheden van het Bureau in het gedrang komt. In zodanig geval zou België zijn medewerking verlenen aan de wederinstallatie van het Bureau.

ARTIKEL 5

Het archief van het Bureau is onschendbaar.

ARTIKEL 6

1. De gebouwen van het Bureau zijn onschendbaar. De instemming van het Hoofd van het Bureau is vereist voor de toegang tot deze gebouwen.

2. Deze toestemming wordt evenwel geacht verkregen te zijn in geval van schade die onmiddellijke beschermingsmaatregelen vergt.

3. België zal alle gepaste maatregelen nemen om de gebouwen van het Bureau te beschermen tegen indringers of tegen het toebrengen van schade en om te vermijden dat de rust van het Bureau wordt verstoord of zijn waardigheid wordt aangetast.

ARTIKEL 7

Het recht van het Bureau om binnen het kader van zijn officiële werkzaamheden communicatiemiddelen te gebruiken is gewaarborgd. De officiële briefwisseling van het Bureau is onschendbaar.

ARTIKEL 8

1. Onverminderd de toepasselijke internationale en Europeesrechtelijke bepalingen mag het Bureau om het even welke valuta in bezit hebben en rekeningen hebben in welke munteenheid ook voor zover dit nodig is voor de officiële werkzaamheden van het Bureau.

2. België verbindt er zich toe de nodige toelatingen te verlenen om volgens het bepaalde in de toepasselijke nationale reglementen en internationale overeenkomsten, het fondsenverkeer te verzekeren dat nodig is voor de oprichting, de werkzaamheden of de sluiting van het Bureau.

ARTIKEL 9

1. Het Bureau, zijn bezittingen, inkomsten en andere goederen, die bestemd zijn voor zijn officieel gebruik, zijn vrijgesteld van alle directe belastingen.

2. Geen enkele vrijstelling van directe belasting wordt verleend voor de inkomsten van het Bureau die afkomstig zijn van een industriële of handelsactiviteit, die wordt uitgeoefend door het Bureau of door een lid van het Bureau dat voor diens rekening handelt.

ARTIKEL 10

Onverminderd de verplichtingen die voor België voortvloeien uit de verdragen betreffende de Europese Unie en uit de toepassing van de Belgische wetgeving en regelgeving inzake de openbare orde en veiligheid, volksgezondheid of openbare zeden, kan het Bureau alle goederen en publicaties invoeren die bestemd zijn voor officieel gebruik.

ARTIKEL 11

Wanneer het Bureau aanzienlijke aankopen van roerend of onroerend goed doet of belangrijke diensten laat uitvoeren die strikt noodzakelijk zijn voor de uitoefening van zijn officiële werkzaamheden en waarvan de prijs indirecte rechten of BTW bevat, worden, telkens wanneer mogelijk de nodige schikkingen getroffen met het oog op de kwijtschelding of terugbetaling van het bedrag van deze rechten en belastingen.

ARTIKEL 12

Het Bureau is vrijgesteld van alle indirecte belastingen op goederen die door het Bureau of in zijn naam worden ingevoerd, verworven of uitgevoerd voor officieel gebruik.

ARTIKEL 13

Het Bureau is vrijgesteld van alle indirecte belastingen op de officiële publicaties die voor het Bureau bestemd zijn of die het naar het buitenland verstuurt.

ARTIKEL 14

Om te vermijden dat de toepassing van de vrijstellingen oorzaak zou zijn van concurrentievervalsing wordt geen vrijstelling van rechten of van indirecte belastingen toegekend voor activiteiten of voor verwerving van goederen of diensten, indien zij bestemd zijn:

- hetzij voor een andere beroepsactiviteit dan het officieel gebruik van het Bureau;
- hetzij voor een industriële of handelsactiviteit, uitgeoefend door het Bureau of door een van zijn leden voor rekening van het Bureau, voor rekening van IGAD of voor een Lidstaat van IGAD;

- hetzij voor een activiteit uitgevoerd in het kader van een programma van een andere internationale organisatie;

- hetzij voor de persoonlijke belangen van de personeelsleden van het Bureau.

ARTIKEL 15

De goederen die werden verworven met vrijstelling van belasting in toepassing van de Belgische wetgeving kunnen slechts worden vervreemd in overeenstemming met de in de Belgische wetgeving en regelgeving bepaalde voorwaarden.

ARTIKEL 16

Het Bureau is niet vrijgesteld van belastingen, heffingen en rechten die alleen de vergoeding van diensten van openbaar nut betreffen.

ARTIKEL 17

Onverminderd de verplichtingen die voor België voortvloeien uit de verdragen betreffende de Europese Unie en de toepassing van de Belgische wetgeving en de regelgeving, worden de voorwaarden en toepassingsregelingen van de artikelen 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14 en 15 vastgelegd door de bevoegde Belgische (federale, gemeenschaps- of regionale) overheid.

HOOFDSTUK II

Statuut van het personeel

ARTIKEL 18

Het Hoofd van het Bureau en diens adjunct genieten dezelfde voorrechten, immuniteiten en faciliteiten als de diplomatieke personeelsleden van de diplomatieke missies. Hun wettige partner en inwonende minderjarige kinderen, beiden ten laste, genieten dezelfde voordelen als de wettelijke partner en de minderjarige kinderen van de leden van het diplomatiek personeel.

ARTIKEL 19

1. Alle ambtenaren van het Bureau genieten:

   a) vrijstelling van belastingen op de salarissen, emolumenten en vergoedingen die hen door IGAD worden overgemaakt, met ingang van de dag waarop deze inkomsten zullen onderworpen zijn aan een belasting ten voordele van IGAD, ingevoerd door de Lidstaten van IGAD, en onder voorbehoud dat België dit intern belastingstelsel erkent; België behoudt zich het recht voor deze salarissen, emolumenten en vergoedingen in aanmerking te nemen voor de berekening van de belasting die moet worden geheven op uit andere bronnen afkomstige belastbare inkomsten;

   b) wat de munt- of wisselreglementeringen betreft, de faciliteiten die worden toegekend aan ambtenaren van internationale organisaties.

2. De ambtenaren van het Bureau genieten:

   a) vrijstelling van rechtsvervolging voor daden die ze in hun officiële hoedanigheid hebben verricht, met inbegrip van hun woorden en geschriften; deze immuniteit blijft van kracht na de beëindiging van hun functies;

   b) onschendbaarheid voor al hun officiële papieren en documenten.

3. Alle ambtenaren van het Bureau, hun wettige partner en inwonende minderjarige kinderen, beiden ten laste, zijn niet onderworpen aan de maatregelen tot beperking van de immigratie of aan de registratieformaliteiten voor vreemdelingen. Deze afwijking wordt toegekend in overeenstemming met de Belgische wetten en reglementen ter zake.

4. Voor de uitoefening van hun officiële functies bij het Bureau zijn de ambtenaren van het Bureau niet onderworpen aan de Belgische wetten en reglementen inzake tewerkstelling van buitenlandse arbeidskrachten.

5. Het Bureau stelt de Directie Protocol van de Federale Overheidsdienst Buitenlandse Zaken in kennis van de aankomst en het vertrek van zijn ambtenaren en doet mededeling van alle hierna nader omschreven gegevens omtrent zijn ambtenaren en personeelsleden:

   a) naam en voornaam

   b) geboorteplaats en –datum

   c) geslacht

   d) nationaliteit

   e) hoofdverblijfplaats (gemeente, straat, nummer)

f) burgerlijke staat

g) samenstelling van het gezin

h) het stelsel van sociale zekerheid gekozen door het personeelslid.

Elke wijziging van de bovenstaande gegevens moet binnen twee weken ter kennis worden gebracht van de directie Protocol van de Federale Overheidsdienst Buitenlandse Zaken.

ARTIKEL 20

1. Het bepaalde in artikel 19.1 a) is niet van toepassing op de pensioenen en rentes die IGAD betaalt aan haar vroegere ambtenaren in België of aan hun rechthebbenden, noch op de salarissen, emolumenten en vergoedingen die IGAD of het Bureau betaald heeft aan haar personeelsleden die werden aangeworven voor de duur van minder dan een jaar, of die bij IGAD geen vaste betrekking bekleden gelet op de opdracht en de statutaire regels van deze Organisatie.

2. De bevoegde Minister van Financiën legt de voorwaarden en de toepassingsmodaliteiten van artikel 19.1 a) evenals van dit artikel vast.

ARTIKEL 21

1. Onverminderd de verplichtingen die voor België voortvloeien uit de verdragen betreffende de Europese Unie en de toepassing van de wetten en voorschriften, genieten de ambtenaren van het Bureau, behalve degenen met Belgische nationaliteit, die permanent verblijfshouder zijn in België en diegenen vermeld in artikel 18, het recht om tijdens een periode van twaalf maanden volgend op het tijdstip waarop zij voor de eerste maal hun functie hebben opgenomen, hun meubelen en hun persoonlijk voertuig vrij van douanerechten en belasting over de toegevoegde waarde in te voeren of aan te kopen.

2. De bevoegde Minister van Financiën legt de grenzen en toepassingsvoorwaarden van dit artikel vast.

ARTIKEL 22

1. Vóór 1 maart van elk jaar zal het Bureau aan alle begunstigden een fiche overhandigen waarop hun naam en adres, het bedrag van de salarissen, emolumenten, vergoedingen, pensioenen of rentes staan vermeld die hen gedurende het voorgaande jaar door IGAD of door het Bureau werden gestort.

2. Wat de lonen, emolumenten en vergoedingen betreft die zijn onderworpen aan een belasting ten voordele van IGAD, vermeldt deze fiche eveneens het bedrag van deze belasting.

3. Het dubbel van de fiches zal door IGAD vóór voornoemde datum rechtstreeks aan de bevoegde Belgische fiscale administratie worden doorgestuurd.

ARTIKEL 23

België is niet verplicht de in dit Akkoord opgenomen voorrechten en immuniteiten, behalve deze waarin artikel 19.1 a) en 19.2 voorziet, aan eigen onderdanen of permanente verblijfshouders toe te kennen.

ARTIKEL 24

1. De ambtenaren van het Bureau die geen Belgisch onderdaan zijn of hun hoofdverblijfplaats niet in België hebben, en er geen enkele andere winstgevende activiteit uitoefenen dan die welke door hun officiële functies is vereist, kunnen kiezen voor aansluiting bij de sociale zekerheidsstelsels die van toepassing zijn op de ambtenaren van IGAD. Dit keuzerecht kan slechts eenmaal worden uitgeoefend en dit binnen de twee weken volgend op de indiensttreding van het personeelslid bij het Bureau. Het moet, binnen dezelfde termijn, worden medegedeeld overeenkomstig artikel 19.5.

2. Het Bureau dient ervoor te zorgen dat zijn ambtenaren die Belgisch onderdaan zijn of hun hoofdverblijfplaats in België hebben, alsmede de personeelsleden die niet gekozen hebben voor de sociale bescherming van IGAD, aangesloten worden bij het Belgische sociale zekerheidsstelsel.

3. IGAD verbindt zich ertoe haar ambtenaren die een functie uitoefenen in België en die aangesloten zijn bij haar sociale zekerheidstelsels, evenals aan hun wettige partner en inwonende minderjarige kinderen, beide ten laste, zoals vermeld onder artikel 19.3, voordelen te garanderen die gelijk zijn aan die waarin het Belgische sociale zekerheidsstelsel voorziet. Zolang de bevoegde overheden verantwoordelijk voor de Belgische sociale zekerheid de equivalentie van het sociaal zekerheidsstelsel van IGAD niet formeel hebben aanvaard, is er geen optierecht, zoals vermeld in paragraaf 1 van dit artikel, en zullen de ambtenaren van het Bureau bijgevolg worden aangesloten bij de Belgische sociale zekerheid.

4. België kan van het Bureau of van IGAD de kosten terugbetaald krijgen van elke bijstand van sociale aard die het mocht hebben verleend aan de ambtenaren van IGAD, tewerkgesteld bij het Bureau, die aangesloten zijn bij de sociale zekerheidsstelsels die op de ambtenaren van IGAD van toepassing zijn.

Deze bepaling is naar analogie eveneens van toepassing op hun wettige partner en inwonende minderjarige kinderen, beiden ten laste, zoals vermeld onder artikel 19.3.

HOOFDSTUK III

Algemene bepalingen

ARTIKEL 25

De voorrechten en immuniteiten worden uitsluitend toegekend aan de ambtenaren van het Bureau in het belang van IGAD en niet tot hun persoonlijk voordeel. Het Hoofd van het Bureau dient de immuniteit op te heffen in alle gevallen waarin ze een belemmering kan vormen voor de rechtsbedeling en voor zover ze kan worden opgeheven zonder de goede werking van het Bureau in gevaar te brengen.

ARTIKEL 26

IGAD, het Bureau en al hun ambtenaren dienen zich te houden aan de Belgische wetten en voorschriften en aan de te hunnen opzichte gedane uitspraken.

ARTIKEL 27

Het Bureau en al zijn ambtenaren werken te allen tijde samen met de bevoegde Belgische autoriteiten om de goede rechtsbedeling te vergemakkelijken, de naleving van het politiereglement te waarborgen en elk misbruik te vermijden waartoe de voorrechten, immuniteiten en faciliteiten waarin dit Akkoord voorziet, kunnen aanleiding geven.

ARTIKEL 28

1. De personen vermeld in de artikelen 18 en 19 van dit Akkoord genieten geen enkele immuniteit van rechtsmacht voor de gevallen van inbreuk op de reglementering inzake het zich in het verkeer begeven van voertuigen of schade berokkend door een motorvoertuig.

2. Het Bureau en zijn ambtenaren dienen zich te houden aan alle verplichtingen die de Belgische wetgeving betreffende de verplichte aansprakelijkheidsverzekering inzake motorrijtuigen oplegt.

ARTIKEL 29

Onverminderd de aan het Bureau en aan zijn ambtenaren verleende rechten, behoudt België het recht om alle nuttige voorzorgen te nemen in het belang van zijn veiligheid en van de openbare orde.

ARTIKEL 30

België draagt ten aanzien van de werkzaamheden van het Bureau op zijn grondgebied generlei internationale aansprakelijkheid voor een daad of nalatigheid van het Bureau dan wel voor een daad of nalatigheid van de ambtenaren van het Bureau die in het kader van hun functie een daad stellen of nalaten te stellen.

HOOFDSTUK IV

Slotbepalingen

ARTIKEL 31

1. Alle uiteenlopende standpunten aangaande de toepassing of interpretatie van dit Akkoord die niet geregeld konden worden middels rechtstreeks overleg tussen de Partijen, kunnen door één van de Partijen worden voorgelegd aan een scheidsgerecht, bestaande uit drie leden.

2. De Partijen benoemen elk een lid van het scheidsgerecht.

3. Het derde lid van het scheidsgerecht wordt benoemd door beide Partijen na overleg.

4. Het derde lid wordt Voorzitter van het scheidsgerecht.

5. Ingeval geen overeenstemming kan worden bereikt aangaande de persoon van het derde lid van het scheidsgerecht, wordt deze laatste op verzoek van de Partijen benoemd door de Voorzitter van het Internationaal Gerechtshof.

6. Een Partij maakt een zaak bij het scheidsgerecht aanhangig door middel van een verzoekschrift.

7. Het scheidsgerecht legt zijn eigen procedure vast.

ARTIKEL 32

Het Bureau informeert de Directie Protocol van de Federale Overheidsdienst Buitenlandse Zaken van het einde van zijn werkzaamheden in België drie maanden vóór zijn sluiting.

ARTIKEL 33

Elke partij stelt de andere partij ervan in kennis dat aan de voor de inwerkingtreding van dit Akkoord vereiste interne grondwettelijke en wettelijke procedures is voldaan.

Het Akkoord treedt in werking op de eerste dag van de tweede maand die volgt op de datum van de laatste kennisgeving, met terugwerking tot de datum van ondertekening, tenzij voor wat betreft de artikelen 3, 18 en 19.2 a).

Dit Akkoord kan op verzoek van een partij worden herzien.

TEN BLIJKE WAARVAN de vertegenwoordigers van het Koninkrijk België en van IGAD dit Akkoord hebben ondertekend.

GEDAAN in tweevoud te Brussel op 16 februari 2022, in de Nederlandse, Engelse en Franse taal, waarbij de Engelse tekst rechtsgeldig is.

VOOR HET KONINKRIJK BELGIË:

de Federale Regering,
de Vlaamse Regering,
de Franse Gemeenschapsregering,
de Waalse Regering,
de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest,
de Duitstalige Gemeenschapsregering,

Peter Martin,
Ambassadeur, Voorzitter van het ICZ

VOOR DE "INTERGOVERNMENTAL AUTHORITY ON DEVELOPMENT":

Dr. Workneh Gebeyehu,
Executive Secretary